

Newsletter BDS Suisse - Exploitation, colonisation, apartheid : solidarité avec les travailleur·euse·x·s palestinien·ne·x·s

01.05.2021

Categories: Newsletter BDS Suisse



En frappant surtout les plus vulnérables, la pandémie a mis en relief les failles de notre société et souligné les liens entre inégalité salariale, inégalité sanitaire, racisme structurel et crise climatique. Cette interconnection se manifeste de manière extrême en Palestine, dont la population vit sous un régime d'apartheid, c'est-à-dire dans une situation d'oppression systématique et institutionnalisée imposée par l'Etat israélien.

La situation en Palestine est catastrophique

En Cisjordanie, [les 70 ans d'occupation, l'expropriation massive des terres et l'implantation illégale de 650'000 colons israéliens, ont détruit l'économie palestinienne](#). Un taux de chômage de 25% touche particulièrement les femmes et les jeunes. A Gaza, soumis à un blocus depuis 13 ans, il s'élève à 60%. Cette situation déjà terrible, sera, selon l'ONU, bientôt invivable. A Jérusalem Est, le nettoyage ethnique se poursuit avec l'expulsion des Palestinien·ne·x·s de leurs maisons ancestrales.

Pour survivre, les Palestinien-ne-x-s n'ont souvent pas d'autres choix que de travailler comme journalier-ère-x-s en Israël ou dans les colonies illégales en Cisjordanie où il-elle-x-s sont utilisé-e-x-s comme main d'œuvre bon marché et corvéable à merci.

Conditions de travail et salaires

Environ 130'000 Palestinien-ne-x-s de Cisjordanie travaillent en Israël. Leur permis de travail dépend de l'employeur, qui peut faire pression sur les salaires et les conditions de travail (le statut de saisonnier en Suisse !). Environ 40% d'entre eux doivent passer par des intermédiaires pour obtenir le permis de travail, intermédiaires qui prélèvent 10% du salaire en contre partie. En plus, les 10% du salaire destiné à la prévoyance sociale est prélevé à la source par une agence israélienne qui est sensée le verser à une agence palestinienne. Mais Israël conserve cet argent comme une sorte de rançon. Autrement dit, les Palestinien-ne-x-s cotisent pour une retraite qu'ils ne toucheront jamais. Environ 30'000 Palestiniens travaillent dans la construction et l'agriculture des colonies établies illégalement dans le Territoire palestinien occupé (TPO), où la loi du travail israélienne est sensée être appliquée. Mais ces Palestiniens ne bénéficient ni d'un salaire minimum ni d'assurance maladie ou accidents. Pour 10 heures de travail dans les champs ils ne reçoivent souvent que l'équivalent de 8.00 frs par jour. De plus, on estime que [dans les colonies un millier d'enfants de moins de 16 ans travaillent dans l'agriculture.](#)

Et le syndicat ?

Jusqu'à très récemment le grand syndicat israélien, Histadrout, a refusé de syndiquer les travailleur-euse-x-s palestinien-ne-x-s en Israël et dans les colonies illégales de Cisjordanie. Et forcément les syndicats palestiniens ne peuvent agir ni en Israël ni dans les colonies israéliennes du TPO.

La crise actuelle met en lumière les multiples façons dont les employeurs, le Histadrout, et l'Etat israélien exploitent les travailleur-euse-x-s palestinien-ne-x-s en réduisant les coûts salariaux pour soutenir le projet colonial d'Israël.

L'apartheid sanitaire

Le droit international stipule clairement que le pouvoir occupant doit protéger la santé des habitant-e-x-s

du territoire occupé. Mais là aussi Israël transfère la responsabilité de la protection des travailleur·euse·x·s sur les faibles infrastructures du secteur de la santé et de l'économie palestinienne. En effet, [la campagne de vaccination israélienne tant vantée par les médias, exclut les Palestinien·ne·x·s du TPO](#), alors même que le gouvernement de Netanyahou a proposé son surplus de vaccins à des pays alliés potentiels.

La solidarité internationale avec les travailleur·euse·x·s palestinien·ne·x·s n'est pas à sens unique. Elle nous permet de tirer des parallèles entre les mécanismes qui contribuent à opprimer et exploiter les Palestinien·ne·x·s et le fonctionnement des entreprises et dans institutions dans notre propre pays. Elle est liée à l'oppression chez nous. Les drones ELBIT, achetés par l'armée suisse en 2015, aussi pour « la surveillance des frontières » sont les mêmes qui ont été utilisés lors de l'attaque meurtrière israélienne à Gaza en 2014 qui a tué plus de 1'200 civils. Ce sont les mêmes qui, avec Frontex, surveillent la Méditerranée pour chasser des réfugié·e·x·s.

La solidarité globale avec les luttes contre l'oppression, le racisme, la militarisation de nos sociétés, et l'apartheid ailleurs ne peut que renforcer nos mouvements de résistance ici pour la justice sociale, climatique et féministe.